

« EdTech »

Amélie Hart-Hurtasse et Christophe Cailleaux nous offrent un florilège de ce que ces entreprises (start-up ou multinationales) peuvent offrir, et, surtout de leur communication agressive pour « prouver » que « l'École n'a pas changé depuis le XIXe siècle » (Taddei). L'EdTech a vocation à la suppléer pour accomplir une bonne partie de ses missions (sous couvert dans un premier temps « d'aider » les enseignants à mieux faire leur travail) ! Leur discours extrêmement critique sur l'école publique ne les empêche pas d'être largement soutenues par le Ministère de l'Éducation nationale (notamment via NumériLab) au nom de la sacro-sainte innovation jamais clairement définie mais toujours réputée mieux faire « réussir » les élèves. La filière EdTech vante des effets jamais prouvés scientifiquement, mais bénéficiant toujours de beaucoup de communication (parfois d'une nullité faisant rire jaune).

Certaines de ces entreprises de l'EdTech surfent sur les réseaux sociaux en se faisant passer pour des communautés d'enseignants. On retrouve aussi souvent derrière ces petites entreprises des services qui sont adossés aux logiciels des Gafam, quand elles ne leur sont pas directement liées.

La question de l'accompagnement des éditeurs de ressources français pour entrer dans le numérique est aussi abordée, pour pointer sa défaillance.

En conclusion on insiste sur le fait que les fournisseurs d'outils et de services numériques ne sont pas là uniquement pour vendre leurs produits (comparaison inepte avec les marchands de cahiers et de mobilier scolaire). Ils sont aussi porteurs d'une conception de l'éducation comme marché qui entre en conflit direct avec notre conception du service public. Le risque de marchandisation via la numérisation de l'éducation peut nous inquiéter d'autant plus que cette numérisation est soutenue par une politique publique qui se joue des alternances... Nos métiers en seraient profondément transformés.